

La politique du Bulldozer

Le projet de « réorganisation » de France Travail a enfin été présenté au CSEC.

Nous avons eu la curiosité de demander à l'I.A. de nous faire une synthèse des 51 pages de la présentation. Après tout, **on nous en vante les mérites tous les jours, mettons-la à l'épreuve !**

Voici SA conclusion in extenso :

*Au total, le document est particulièrement dense en novlangue autour de deux registres : le lexique de l'**aplatissement hiérarchique** présenté comme émancipation ("pouvoir d'agir", "subsidiarité", "marges de manœuvre") et l'**euphémisation des suppressions de postes et mutations** via le champ sémantique de la "mobilité" et de "l'accompagnement".*

*Ce type de document est un cas d'école : **une restructuration** (probablement accompagnée de suppressions de postes et de réorganisations contraintes) **présentée comme une libération des énergies et un gain d'autonomie** pour les agents. Le tout emballé dans un vocabulaire qui mélange le jargon du management anglo-saxon, les concepts de la démocratie participative et les euphémismes RH classiques.*

*Ce qui est frappant ici, c'est notamment l'usage de "subsidiarité" — un terme emprunté au droit constitutionnel européen, qui dans ce contexte **sert surtout à justifier que les décisions difficiles soient prises au niveau local, donc sans que la direction nationale n'ait à les assumer** directement.*

Faut reconnaître, c'est du brutal...

Nous aurons l'occasion de revenir sur d'autres points choquants du projet, le premier d'entre eux est la suppression du volet « management » pour les Directeurs Régionaux Adjoints, les Directeurs Départementaux Délégués et les Directeurs Adjoints en agence.

Ou comment « remercier » des années de bons et loyaux services sur l'autel de la transformation !



Retrouvez nos informations : <http://www.cfecgc-metiersdelemploi.fr>